

Le passif de Sisyphe

Critique de *La Fabrique de l'homme endetté*. Essai sur la condition néolibérale de Maurizio Lazzarato^{*}

Jean François Bissonnette*

*The pound of flesh, which I demand of him,
Is dearly bought; 'tis mine and I will have it.*

William Shakespeare

En dépeignant, sous les traits du cupide Shylock, toute l'ignominie du métier d'usurier, Shakespeare a donné un visage à ce qu'abhorrait son époque. Antisémitisme à part, l'opprobre que le prêteur s'attire pour son manque de compassion envers l'infortuné Antonio reflète la morale particulière qui régnait encore au XVI^e siècle, en ce qui avait trait aux affaires d'argent. Malgré la permission donnée par le roi Henri VIII en 1545 de prêter avec intérêt, l'Angleterre élisabéthaine restait fidèle à l'esprit de l'interdit religieux qui, depuis le Concile de Nicée au IV^e siècle, prohibait l'*usuraria pravitas*, le péché, contraire à la charité, de la prise d'intérêt, cette « livre de chair » que réclamait Shylock en guise de paiement.

Nous vivons, quant à nous, dans un monde fort différent, héritier des innovations intellectuelles qui permirent de rationaliser et de justifier ce que l'on tenait, depuis Aristote et sa critique de la chrématistique, pour condamnable : l'*auri sacra fames* dénoncée par Virgile, la maudite soif de l'or, et la mystérieuse alchimie grâce à laquelle l'argent génère l'argent. À peine quinze ans après la mort de Shakespeare, Claude Saumaise enfonçait une porte entrouverte par

* Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

* Politologue de formation, Jean François Bissonnette habite Londres.

Calvin, arguant que l'argent n'est après tout qu'une marchandise parmi d'autres, et que s'il est légitime de vendre le pain au prix fort, rien ne fonde l'interdiction de rémunérer le prêt monétaire. Cette idée allait faire date.

Aujourd'hui, alors que nous subissons toujours les contrecoups de la crise économique et financière de 2008, il importe de rappeler ces origines nébuleuses, car la crise prend racine dans l'amer terreau de la dette. C'est pour avoir prêté à tort et à travers, pour ensuite spéculer sur des titres de créance « toxiques » afin de démultiplier encore la prise d'intérêt sur l'argent prêté, que les Shylock de notre temps ont couru à notre perte. Depuis, nous sommes appelés à vivre sous le signe de l'austérité, qui se présente à nous telle une punition divine, car il y a en effet, entre la dette et le châtement, une secrète et séculaire équation qu'il nous faut déchiffrer.

C'est à cette tâche que se consacre le sociologue et philosophe franco-italien Maurizio Lazzarato, qui nous livre, dans *La Fabrique de l'homme endetté*, ouvrage paru aux éditions Amsterdam fin 2011, une réflexion fort à propos sur les soubassements politiques de ce qu'il appelle la « condition néolibérale ». Loin de s'en tenir à la description circonstanciée des mécanismes financiers qui ont provoqué la crise, l'auteur avance une thèse forte, proposant de concevoir la dette, c'est-à-dire la relation entre créancier et débiteur, comme le véritable « archétype de l'organisation sociale » (30).

Ceci implique de penser les rapports sociaux d'une manière qui rompe avec un certain paradigme que l'auteur présente comme dominant tant l'analyse économique que « les traditions théoriques anthropologiques et psychanalytiques », soit celui de l'échange, matériel ou symbolique. Pensant du coup mettre « hors-jeu l'ensemble des sciences sociales » (34), l'auteur oppose à cette conception échangiste, qui présuppose une relative égalité des parties impliquées, une perspective radicalement asymétrique, où la relation sociale fondatrice est en fait un rapport de domination, à travers lequel se constitue une forme particulière de sujet, « l'homme endetté »¹.

¹ Cette prise de position appelle déjà une première réserve. En effet, on peut très bien voir, à la source des traditions anthropologiques et

Comprendre l'émergence de cette figure subjective implique d'épouser un « concept non-économique de l'économie » (37), fidèle à un courant de pensée qui s'écoule de Nietzsche à Foucault, Deleuze et Guattari, où la « sphère des besoins », comme l'appelait Hegel, ne donne pas seulement lieu à un processus de production et de circulation d'objets matériels, mais aussi au façonnement de sujets dont les dispositions sont ajustées au fonctionnement des appareils économiques. Suivant les deux auteurs du diptyque *Capitalisme et schizophrénie*, Lazzarato invite à considérer la « production de subjectivité » comme participant du règne de la camelote, c'est-à-dire comme partie intégrante à la production de toute marchandise.

Cette perspective n'est pas nouvelle. Au fond, telle fut bien la manière avec laquelle Max Weber procéda à la reconstitution généalogique du « type humain » (*Menschentum*) qu'il appelait « l'homme de la profession-vocation », cette figure de l'entrepreneur austère et héroïque, poussée elle aussi de racines calvinistes, qui mit en branle l'émergence du capitalisme moderne. Or, comme le souligne Lazzarato, tandis que la culture économique moderne se plaisait à se voir sur le mode d'une temporalité ouverte, celle d'une industrie porteuse d'un progrès sans limite, nous paraissions condamnés, de nos jours, à un séjour myope en un monde sans horizon, refermé sur le cycle d'une dette infinie, tel Sisyphe écrasé sous son éternel fardeau.

La figure du businessman, y compris celle, analysée par Foucault, de l'individu « entrepreneur de lui-même » célébrée hier encore par les néolibéraux sauce fribourgeoise ou Chicago, s'effacerait maintenant derrière les exigences de la dette, qui paralysent, par là même, toute

psychanalytiques, non pas un paradigme échangiste, mais bien au contraire le motif, fort prégnant, de la dette fondatrice. L'homme se constitue comme être social en tant que légataire d'un héritage. Il en va de ce que Marcel Gauchet appelle la « dette du sens », qui se compare, moyennant d'importantes nuances, à ce que Jacques Lacan nommait, lui, une « dette symbolique ». Du reste, si l'échange apparaît en économie comme la forme archétypale de la relation sociale, il n'en demeure pas moins qu'on considère l'ensemble du processus économique, depuis les physiocrates au moins, comme étant initié par une « avance » qui n'est autre qu'un investissement, c'est-à-dire un crédit que le revenu dégagé par la vente du produit final vient rémunérer avec intérêt.

la créativité vantée par les zéloteurs du soi-disant capitalisme cognitif. En cela, « l'homme endetté » fait l'expérience de ce que l'on pourrait appeler la morale politique de la dette, qui actualise, aux antipodes de la « liberté » promise à des individus à qui l'on a fait miroiter le statut enviable de propriétaires, une forme ancienne d'assujettissement.

C'est que la relation entre créateur et débiteur prend forme à travers l'opération d'une technique de « dressage » et de contrôle. Se réclamant des observations exposées par Nietzsche dans la seconde dissertation de sa *Généalogie de la morale*, Lazzarato rappelle qu'à la source du mot dette, en allemand (*Schulden*), se trouve le terme *Schuld*, la « faute », concept fondateur de la morale. La morale de la dette diffère ainsi de celle du travail offrant récompense à celui qui peine et s'efforce, par l'assignation au débiteur d'une culpabilité première.

C'est ainsi que la nature s'est donné une « tâche paradoxale », comme l'écrivait Nietzsche, soit d'« élever un animal qui puisse promettre ». En reconnaissant sa dette, l'homme se lie à son destin d'homme, enchaîné à la mémoire de la promesse par laquelle il s'est engagé envers son créancier. Par le biais de la dette se creuse ainsi l'intériorité de la conscience, en vertu de laquelle l'homme prend sur soi, pour la suite des choses, la responsabilité de ses actes. L'apprentissage du devoir, en tant que celui-ci implique un rapport à l'avenir, s'effectue dès lors par la douloureuse inculcation d'une « mnémotechnique » de la cruauté » (34). L'homme devient à jamais imputable de la promesse de rembourser son dû, et la « livre de chair » réclamée par Shylock n'est pas la plus sordide des manières de calculer, à même le corps du débiteur, ce qu'il en coûte de manquer à sa parole.

Technique politique, donc, que la dette, en fonction de laquelle se précise un dessein de maîtriser l'avenir. L'octroi d'un crédit implique en effet de « se risquer dans l'incertitude du temps » (39), à laquelle est suspendue non seulement l'éventualité du remboursement, mais aussi l'espoir d'une valeur à acquérir, soit l'intérêt qui s'ajoute au dû. Aussi la dette fonctionne-t-elle comme un mécanisme de contrôle, qui vise à neutraliser cette incertitude radicale du futur, en dressant le débiteur de telle sorte que ses comportements demeurent alignés

sur l'horizon indéfini du remboursement². C'est en ce sens que la dette s'apprend, comme les institutions financières s'ingénient à l'inculquer en offrant des instruments de paiement à crédit pour « jeunes » et autres « étudiants ». Il en va, dit Lazzarato, de « l'enseignement d'un "art de vivre endetté" » (87), en vertu duquel s'apprécie la qualité morale des citoyens.

Ici se dessine un rapprochement entre les thèses de Nietzsche et les analyses de Karl Marx, que Lazzarato retrouve en dépoussiérant un texte méconnu intitulé « Crédit et banque » (1844). En contrepoint du rapport antagonique entre le capital et le travail, où l'asymétrie de l'exploitation se donne à voir en plein jour, la relation de crédit paraît au contraire nouer entre les parties une relation harmonieuse, dans la mesure où le prêt est une opération fondée sur la confiance. Or, l'établissement d'un crédit, marque de confiance envers le débiteur, implique une évaluation morale de ce dernier. Ce que le créancier exploite n'est donc pas le travail, mais plus profondément encore, « l'action éthique » du débiteur, c'est-à-dire, fondamentalement son « *ethos* », sa façon de se constituer comme sujet. C'est l'« existence morale » de l'individu qui se trouve sujette au jugement, où la confiance se retourne en « défiance », suspicion, volonté de contrôle. Sous l'empire de la dette, les rapports humains se voient ainsi réduits à des relations strictement instrumentales, où se dissolvent tous les concepts moraux dans le seul critère de la « solvabilité » (46-47).

² Nous serions porté à ajouter que cet objectif de réduction de l'incertitude est aussi au fondement des institutions juridiques, notamment celle du contrat, par lequel les parties s'engagent à l'exécution de prestations déterminées. Plus largement, c'est l'ensemble de l'édifice du droit qui vise à rendre prévisibles les comportements d'autrui, ce pourquoi Max Weber pouvait d'ailleurs écrire, au sujet du rapport qu'un marxiste qualifierait de « superstructurel » entre le mode de production capitaliste et les formes juridiques, que le premier, en tant qu'il ressortit à un projet global de réduction de l'existence à des quantités calculables, requiert la mise en place d'« un droit sur lequel on peut compter comme sur une machine ». Max Weber : *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard, 1991, p. 361. Quant à savoir si Lazzarato considère le droit comme étant dérivé de la dette, en tant que celle-ci lui paraît être le « paradigme du social » même et la source de tout devoir, la brièveté de son étude ne permet pas de l'établir.

Telle est donc la condition pour que s'enclenche, par le biais de la finance, le cycle infini de l'autoreproduction du capital. Si la relation sociale de crédit diffère, par son mécanisme, du rapport de production qui définit la sphère du travail, tous deux renvoient néanmoins à la même finalité : l'accumulation. En ce sens, on ne peut se contenter de la critique de la « spéculation » maintes fois répétée depuis la faillite de la banque Lehman Brothers, qui, en opposant la vertueuse *Main Street* de l'économie « réelle » à la vilaine *Wall Street* des requins de la finance, méconnaît la centralité des appareils financiers dans le fonctionnement de l'économie contemporaine. La finance, comme l'écrit Lazzarato, « n'est pas un excès de spéculation qu'il faudrait réguler », expression dérégulée des plus bas instincts de l'homme qui prospèrent aux dépens d'un travail productif et plein d'abnégation. La finance est « une relation de pouvoir » qui constitue en fait le « moteur économique et subjectif » du capitalisme (23-24).

Loin d'être « parasitaire », le capital financier joue un rôle fonctionnel sans lequel la production elle-même s'effondrerait. C'est d'ailleurs pourquoi le sauvetage des banques a pu apparaître comme un impératif catégorique, quitte à « faire payer le coût du rétablissement de cette relation d'exploitation et de domination par ceux qui la subissent », en grevant les budgets publics pour des générations à venir (89). Aussi la puissance ou la force du capitalisme ne réside pas dans la richesse des parvenus, estime Lazzarato, mais dans le cynisme de sa capacité à « dispose[r] du temps » via sa mainmise sur les flux financiers (65). Et force est de reconnaître que le temps, l'avenir, est aujourd'hui lourdement hypothéqué. Vue sous cet angle, la crise financière n'est pas la déroute d'un système rapace, mais l'accomplissement de sa « prétention [...] à vouloir réduire ce qui sera à ce qui est, c'est-à-dire à réduire le futur et ses possibles aux relations de pouvoir actuelles » (39). À l'heure de l'austérité, il ne saurait en aller autrement, car, comme l'affirmait récemment le premier ministre britannique David Cameron, en ressuscitant le mantra de sa prédécesseure Margaret Thatcher : « *There is no alternative.* »

Il y a ainsi une dimension profondément religieuse, quelque chose d'un commandement irrévocable, d'une logique sise hors de portée de l'action humaine, aux mécanismes de la finance et aux diktats qu'imposent leurs opérateurs. S'il est vrai que le couple dette/faute

est à l'origine de toute élaboration morale, la spirale de la dette infinie, dans laquelle les individus tout comme les collectivités sont aujourd'hui aspirés, paraît signaler, du point de vue de notre imaginaire social, la persistance du mythe chrétien. Si la Genèse évoquait un péché originel commis envers le Créateur, par faute duquel le chrétien se devait d'intérioriser, sous la forme d'une culpabilité essentielle et irrémédiable, le poids de sa dette en quoi consistait le fait de vivre, ce rapport s'est déplacé sur un plan d'immanence, de nos jours, mais n'en conserve pas moins toute sa force : chacun est d'emblée « coupable et responsable » envers le « Créancier universel » (11), ainsi que ne cessent de nous le rappeler ceux qui affirment que tout nouveau-né vient au monde avec sa part de la dette publique.

Cela dit, il nous semble que Lazzarato insiste quelque peu trop sur les velléités de « neutralisation » de toute énergie, de toute action, qui animent les bonzes de la finance, sur ce qu'il appelle, suivant Deleuze, une « manifestation de l'antiproduction » dont la crise serait le paroxysme, ôtant du coup au capitalisme le « caractère progressif » qu'un Marx pouvait encore y voir (115). C'est peut-être faute de ne pas mettre assez d'emphase sur cette dimension religieuse, sur « l'efficacité symbolique », pour parler comme Lévi-Strauss, des pratiques qui ont cours dans le monde de la finance, qui renvoient à un imaginaire fertile et foisonnant. De fait, le danger de la finance n'est peut-être pas tant celui d'une « neutralisation du possible », mais plutôt le fait qu'elle se pose comme condition exclusive de tous les possibles.

C'est à ce registre imaginaire que renvoie la déclaration faite en 2010 au *Sunday Times* par Lloyd Blankfein, patron de la toute-puissante banque Goldman Sachs, lui qui se voit comme « un banquier faisant le travail de Dieu ». Qu'est-ce à dire, sinon que par son entremise, la Création perpétue son existence? Et il est sans doute vrai que rien ne saurait advenir en ce monde qui ne recevrait l'imprimatur d'un quelconque banquier, rien sinon quelque chose qui serait le produit d'une pure gratuité. Les tenanciers du crédit aiment ainsi à se voir comme les agents du sacré, grâce à qui la Terre tourne, et c'est sans doute la raison du prestige qui les entoure.

Mais le crédit lui-même se présente aux yeux de ses usagers comme une voie d'accès au sublime. N'est-ce pas ce qu'indique le slogan

publicitaire de MasterCard : « *Priceless* », qui fait du crédit la condition de ce qui n'a pas de prix? Il est vrai, comme l'indique Lazzarato, que ce rectangle de plastique est l'instrument de l'automatisation d'un rapport d'« asservissement », où l'individu devient le simple relais des procédures techniques qui font fonctionner le système financier (111). Cela n'est pourtant possible que parce que le crédit sous-tend un certain imaginaire matriciel du désir. Sous cet angle, le crédit, comme croyance, paraît fonctionner dans les deux sens, d'où le fait que les financiers dépendent entièrement de la confiance qu'on place en leurs instruments.

Du reste, comme toute religion qui se respecte, l'empire de la finance abrite ses spécialistes de l'occulte, ses mages, ses officiers du culte. Ainsi, la moindre transaction financière repose sur une opération magique, une fiction totale, dans la mesure où il en va, dans cette opération démiurgique que l'on appelle « création monétaire », de « jeux d'écriture » (ce pourquoi l'on parle de monnaie *scripturale*) effectués sans référence à aucun « étalon matériel » (76). Il faut savoir que toute monnaie est *ipso facto* dette – et le fait de l'ignorer, comme la plupart des gens le font dont la vie n'en est pas moins intégralement soumise aux effets d'une telle vérité, renforce l'autorité cléricale des acteurs des marchés financiers, à l'instar des prêtres de jadis qui monopolisaient le savoir des choses divines. Or, en abandonnant, sous l'influence des thèses monétaristes disséminées depuis Chicago dans les années 1970, la création monétaire aux institutions financières privées, ce qui relevait jusque là d'une prérogative régaliennne, les États ont renoncé de fait à leur souveraineté.

En tant que neutralisation, ou plutôt circonscription des possibles indéterminés dans lesquels pourraient s'actualiser la puissance et la liberté humaines, la finance, et son mécanisme fondamental, la dette, opèrent ainsi comme des facteurs de dépolitisation. C'est bien ce que donnent à voir les politiques d'austérité, qui se sont imposées partout dans la foulée de la crise des dettes souveraines, elles-mêmes le produit de l'inféodation des États aux marchés financiers. Sous prétexte de réalisme, qui n'est en fait que la mascarade d'une « économie du chantage » (120) fait au nom de la croissance et de l'emploi, les gouvernements se sont mis à sabrer à qui mieux-mieux dans les dépenses publiques, dans une volonté délibérée d'effacer

jusqu'à la « mémoire des luttes » (88) qui ont permis la conquête des droits sociaux ainsi sacrifiés.

Ce qui apparaît, dans la crise, comme un « échec de la gouvernementalité néolibérale » et de sa figure de « l'individualisme propriétaire » (85) traduit en fait une paradoxale « victoire » (94), puisque le programme politique aujourd'hui appliqué consiste en la liquidation de toute mesure politique ayant pu faire contrepoids à l'hégémonie du capital. Par le fait même, la logique du crédit, en tant que mécanisme de « dressage », vient s'immiscer dans le fonctionnement de ce qui reste d'État-providence. En effet, là où les mécanismes assurantiels publics ne sont pas tout bonnement privatisés, transformant en source d'endettement individuel ce qui se finançait hier encore à même l'impôt, la provision des prestations sociales en vient à fonctionner en intégrant les réflexes d'évaluation et de défiance qui marquent la relation de crédit.

En sortant du principe d'un droit social, l'accès à ces prestations se reformule sur le mode de l'évaluation de la moralité subjective, introduisant « l'arbitraire » là où le droit prônait l'accessibilité universelle. L'accès aux services publics est conditionné par une modalité de « remboursement » qui consiste en l'étalage de dispositions personnelles attestant d'un effort moral destiné, entre autres démonstrations de conformisme, à « maximiser son employabilité ». Comme le montre l'actualité canadienne, où la réforme de l'assurance-chômage légitime l'espionnage des prestataires, l'État-providence, tel un banquier, « suspecte tous les usagers, et notamment les plus pauvres, d'être des tricheurs, de vivre aux dépens de la société » (103). Si l'auteur ne discute pas du soutien populaire sur lequel ce genre de programme fonde sa légitimité, et qui s'alimente aux préjugés et au ressentiment de ceux qui se disent « écœurés de payer », c'est peut-être parce que la relation entre la dette et les « passions tristes » qui marquent le climat politique de nos jours reste à analyser.

Lazzarato estime que la mise en place du programme néolibéral, dont la crise contemporaine est la paradoxale apothéose, est venue répondre à l'« urgence » suscitée par les mouvements sociaux qui ont secoué l'ordre établi lors des années soixante. L'institution de cette modalité historique de ce que Foucault appelait la « gouvernementalité » – concept dont Lazzarato se revendique – découlerait

ainsi directement des « impératifs du conflit de classe » (82), motif régulateur de toute politique sous le régime du capitalisme³. Or, s'il n'y a pas de doute que « l'économie de la dette » pose à nouveaux frais la question des effets politiques de la propriété du capital, dessinant par là même la ligne de front d'un nouveau « rapport de force entre propriétaires [...] et non-propriétaires » (11), il en va d'un conflit dont la structure s'écarte considérablement du modèle marxiste.

Certes, l'explosion du crédit et de l'endettement des particuliers (qui atteint en moyenne, au Canada (2012), 164% du revenu disponible) est venue solutionner, au moins temporairement, une contradiction entre la nécessité, pour le capital, de comprimer les dépenses de production – les salaires réels sont à toute fin pratique gelés depuis le début des années quatre-vingt – tout en accroissant les dépenses de consommation. C'est donc bien la finance qui a résolu ce « paradoxe » (85), typique de la paupérisation identifiée par Marx, et il n'y a pas de doute que sous l'empire de la dette s'accroît sans cesse le risque de « précarisation économique et existentielle » (74). Cela étant, le terrain de la lutte de classe, s'il en est, n'est plus celui du travail, ce que Lazzarato reconnaît d'ailleurs (cf. 97).

Aujourd'hui, l'économie de la dette paraît nous ramener à la forme que la lutte de classe a prise dans l'Antiquité. Par là, on n'entend pas l'affrontement des maîtres et de leurs esclaves, comme l'indiquaient Marx et Engels dans leur *Manifeste du Parti communiste*, mais l'opposition des créanciers et des débiteurs qui, selon Max Weber, constituait le motif fondamental du conflit politique à l'époque, considérant l'intérêt pour les paysans, dont la possession d'une terre était le gage matériel de la citoyenneté à Rome comme en Grèce, de préserver leur mode de vie devant le risque de s'endetter auprès de la classe des nobles. Rappelons, pour mémoire, que les lois de Solon,

³ Un foucauldien orthodoxe ne manquerait pas de sourcilier devant le propos de Lazzarato, qui paraît subsumer les transformations de la rationalité politique du « gouvernement des conduites » sous l'idée d'un mécanisme unique, la lutte de classe. Il convient peut-être de rappeler que Michel Foucault n'a eu de cesse d'affirmer non seulement la contingence mais également la multiplicité parfois même contradictoire des stratégies que les dispositifs du gouvernement sont censés servir, qui ne se laissent en aucun cas ramener à une cause englobante, fut-elle la lutte de classe.

fondatrices de la démocratie athénienne, ont entre autres mesures prohibé l'esclavage pour dettes. Il y a là le témoignage d'une sensibilité politique pour laquelle liberté et endettement forment un couple inconciliable.

On entend encore l'écho d'une telle sensibilité dans les luttes politiques qui font rage de nos jours, chez les peuples qui, d'Athènes à Santiago, se dressent contre les mesures d'austérité et montrent la voie d'une autre façon de se constituer comme sujets. D'une manière qui n'est pas sans rappeler l'opposition des carrés rouges et verts qui ont polarisé la chromatologie politique du Printemps québécois, Lazzarato souligne la différence irréductible entre « des subjectivités qui considèrent les allocations, les retraites, la formation, etc., comme des droits collectifs garantis par les luttes » et des « débiteurs » qui, par fatalisme ou par veulerie, se rangent sous le principe individualiste au nom duquel on saborde ces mêmes droits (88). À chacun, dès lors, de choisir son camp.

La question se pose, cependant, par-delà la défense des mécanismes étatiques de redistribution de la richesse et de protection sociale, de savoir comment la classe des endettés peut véritablement se subjectiver politiquement dans une lutte pour son émancipation. Cela se pose d'autant plus crûment qu'il ne s'agit plus, comme dans l'Antiquité, de préserver un mode de vie autarcique contre le danger de se placer sous le pouvoir d'un créancier : le mode de vie contemporain est intégralement financiarisé, et il n'est guère possible de mener une existence normale sans accepter de porter le poids d'une dette⁴. On peut bien s'unir pour lutter contre les

⁴ Il y aurait fort à dire sur le rapport entre la dette et le mode de vie consumériste qui définit la culture contemporaine, notamment en ce que celui-ci implique une certaine modulation du désir, dont la production, comme l'écrit Lazzarato sans plus s'y attarder, participe de l'infrastructure économique même (37). Le caractère infini de la dette apparaît comme l'envers de l'illimitation du désir, exalté par la publicité qui sature notre expérience sensorielle de la vie urbaine et vise à canaliser nos puissances affectives sur les marchandises qui défilent sans fin. La société de consommation a l'endettement pour moteur. En cela se manifeste un bouleversement historique considérable dans l'échelle des valeurs, transformation qui touche également à la signification et à la légitimité sociale de la dette. Avant l'avènement du crédit à la consommation, qui ne

politiques d'austérité, contre des mesures comme une hausse des frais de scolarité, dont l'effet sera d'alourdir le fardeau de l'endettement individuel, mais qu'en est-il lorsque vient le temps de payer ses comptes, de rembourser la dette qu'on a contractée?

Si lutter contre cette forme d'asservissement requiert une « conversion subjective », une sorte d'« athéisme » (Nietzsche) permettant de nous affranchir de la « morale de la peur » dans laquelle nous enferme le « discours de la dette », si, délivrés « de toute culpabilité, de tout devoir, de toute mauvaise conscience », l'on se résolvait à « ne rembourser pas même un centime » (123), on a quelque peine à croire qu'il en découlerait l'effondrement du système financier. Car le plus pernicieux effet de la dette est peut-être celui-ci, qu'il isole les individus les uns des autres, chacun attaché à son passif par un lien insécable, solitaire comme Sisyphe sur sa pente escarpée. Il faudrait, pour qu'un effet de masse donne une quelconque efficacité à ce refus de la dette, un engagement collectif et solidaire d'autant plus fragile qu'il implique pour chacun, concrètement, l'acceptation d'un sacrifice, celui d'une probable faillite personnelle, avec ce que cela comporte de stigmatisation et de déchéance.

Chose certaine, si l'impression d'une intolérable « dépossession » se fait sentir en cette ère où l'avenir paraît durablement compromis – parce que réduit à la perpétuation du même, ce qui était, pour Walter Benjamin, le sens précis de la catastrophe (118) – cela

s'est véritablement développé qu'à partir des années cinquante, l'accès au crédit était conditionnel à des finalités productives. Pour l'auteur de ces lignes, descendant de deux générations d'ancêtres sincèrement impliqués dans le développement des coopératives de crédit au Québec, il importe de rappeler que l'accès au crédit, pour autant qu'il visait le développement d'une activité économique productive, a représenté un considérable levier d'« empowerment » économique pour les gagne-petits qui se voyaient interdits de commerce auprès des banques privées. La critique du mécanisme de la dette est certes nécessaire, mais il convient peut-être d'y introduire quelques nuances. Pour reprendre le concept du philosophe Bernard Stiegler, cette critique doit être « pharmacologique », c'est-à-dire consciente de l'ambiguïté fondamentale de tout *pharmakon*, à la fois poison et remède. En ce sens, il existe peut-être de « bonnes » dettes, et c'est moins l'outil lui-même que les finalités qu'il sert qui doivent être distinguées.

TRAHIR

signale l'urgence de reconsidérer radicalement notre rapport à l'argent. Ce sentiment d'urgence transpire du livre de Maurizio Lazzarato, jusqu'à imprégner son écriture, cela au prix de défauts formels (plan bancal, redites, arguments souvent expéditifs et peu convaincants, nombreuses coquilles et fautes grammaticales) qui nuisent à la qualité de l'ouvrage. Il n'en demeure pas moins qu'il soulève un problème brûlant, davantage qu'il ne le résout. En ce sens enflammé, il constitue un appel d'air, une invite à l'approfondissement de la réflexion, et un encouragement à ne pas désespérer.